Collectif 24

« Pas d'OGM dans les champs ni dans les assiettes !! »

Alors que depuis le mois de novembre 2012 notre collectif était devenu muet, l'été le revigore enfin !!

Avant une prochaine feuille d'information plus complète, des nouvelles fraîches au cas où les informations de la semaine écoulée ne vous soient pas parvenues.

Le sujet que nous avions abordé en septembre 2012, la **mutagénèse**, est revenu à l'ordre du jour, à l'initiative de la Confédération Paysanne, la LPO, les Amis de la Terre, les Faucheurs Volontaires, l'UNAF et quatre autres organisations.

Une **lettre ouverte** a en effet été adressée par ces organisations le 29 juillet au Ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Vous la trouverez avec des compléments d'information, entre autres, sur le site de la Confédération Paysanne (http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=1823). La voici reproduite !

OGM cachés, demande d'opposition au développement des colzas et tournesols tolérants aux herbicides.

"*Monsieur le Ministre, Au moment de la floraison du tournesol et à quelques semaines des semis du colza, nos organisations veulent attirer votre attention sur le développement dans les champs français de nouvelles plantes : les variétés tolérantes aux herbicides (VTH). A l'instar de la plupart des OGM, ces plantes ont été génétiquement manipulées pour pouvoir survivre tout en étant traitées avec des herbicides. Mais ce sont des OGM cachés car elles ont été arbitrairement exclues du champ d'application de la réglementation sur les OGM.*

Les seules informations disponibles sur les surfaces cultivées en France indiquent que ces VTH représentaient 10 % des cultures de tournesol en 2011 et plusieurs centaines d'hectares de colza fleuri en 2013. Pourtant, dans un rapport publié en novembre 2011, une expertise collective INRA/CNRS, commanditée par les ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie (voir encadré page suivante), appelle à la vigilance sur l'impact de ces plantes sur l'environnement : biodiversité, résistance aux herbicides, contamination génétique, qualité de l'eau. Par ailleurs, nos organisations s'interrogent sur la pertinence de modifier le génome du colza pour lui permettre de tolérer des herbicides de la même famille que ceux utilisés dans les céréales, ce qui empêchera, notamment, de détruire ses repousses dans le blé qui lui succédera dans la rotation. Nous ajoutons à cela les dangers sanitaires inhérents à l'utilisation d'herbicides, non seulement pour les utilisateurs mais aussi pour ceux qui consomment des aliments contenant des pesticides.*

Nos organisations, déjà préoccupées par la possible levée du moratoire sur le maïs OGM MON810 de Monsanto, s'inquiètent donc du développement de ces plantes et vous demandent de vous opposer à leur développement et ce que vous entendez mettre en œuvre pour protéger l'environnement face à ces cultures.

Nous savons que, face au modèle agro-industriel, vous avez l'ambition de proposer un autre projet agricole – l'agroécologie – plus respectueux de l'environnement. Nous savons que vous avez régulièrement réaffirmé votre volonté de faire réduire l'usage des pesticides. Nous sommes convaincus de votre sincérité. Mais l'invasion progressive des tournesols et colzas VTH, ces plantes conçues pour résister à des herbicides, va totalement à l'encontre de vos ambitions.

Dans l'attente d'échos favorables de votre part, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre très haute considération. **"**

Stéphane Le Foll a jugé "*normal*" que ces organisations s'expriment … merci pour elles … ce à quoi il a ajouté : "*il faut aussi être précis : ce ne sont pas des OGM*", mais "*de la mutagenèse*". Ce que nous dénonçons !
Nous avions rapporté, au sujet des tournesols mutés, qu'ils sont bien des OGM puisqu'ils répondent aux critères suivants :

- il y a eu manipulation génétique
- la plante résiste aux herbicides
- les semences sont brevetées

Il a poursuivi : "*la vraie question, c'est pas simplement de se focaliser sur ces sujets-là, c'est d'essayer de concevoir de manière collective des modèles nouveaux*". "*Ceux qui ont fait croire que les OGM, c'était la modernité, c'est pas vrai*", a-t-il dit en invoquant "*la capacité de l'agriculture à être performante économiquement et écologiquement sans passer par ces techniques*". "*Je suis pas là non plus pour dire : ça, jamais ! Au contraire : je reste parfaitement serein par rapport à ces débats*." Mais "*on peut pas s'arrêter à ce sujet. Il faut au contraire qu'on soit capable de (le) dépasser*", a-t-il dit.

Rien de nouveau sous le soleil, habitué qu'il est à converser à droite à gauche … soyons donc capables de dépasser ce sujet, mesdames messieurs !!

L'ambiguïté est entretenue par la directive européenne de 2001 qui assimile les variétés issues de mutagenèse induite[1] à des OGM, tout en les exonérant du régime d'évaluation et d'autorisation auquel sont soumis les organismes créés par transgenèse. Cela fait quelques années que c'est un point de combat.

---

[1] Pour plus d'infos, pourquoi ne pas essayer ceci ? http://www.resogm.org/spip.php?article166

Quant à la **décision du Conseil d'Etat du 1er août** annulant l'interdiction de cultiver en France le MON 810, vous trouverez en pièce jointe le tout récent **communiqué de presse des Faucheurs Volontaires**, daté du 2 août 2013.

Pour compléter et pour clore cette foliole d'information, retrouvez ci-dessous, des propos de José Bové recueillis par le Nouvel Obs'.

"

Comme d'autres pays européens, la France a interdit depuis 2008 la culture du MON810 sur son sol. Et, comme en 2011, le Conseil d'État a une nouvelle fois annulé, jeudi 1er août, l'interdiction de cultiver en France le maïs transgénique MON810 de la firme américaine Monsanto. Le député européen EELV José Bové décrypte ce bras de fer.

La décision du Conseil d'Etat est-elle une surprise ?

- C'est tout sauf une surprise : les règles européennes disent clairement qu'on ne peut se baser que sur des arguments scientifiques pour interdire un OGM. Et comme l'Union européenne reconnaît le maïs MON810 mais pas le risque qu'il représente, chaque pays qui l'interdit se retrouve en contradiction avec la règle fixée par l'Union européenne. Et, à chaque fois que ça se produit, les pays renvoient un courrier circonstancié à l'UE pour dire "on va interdire" et, ensuite, ils prennent des arrêtés interdisant la commercialisation des semences du MON810...

Cette histoire est ubuesque, non ?

- Elle pose tout le problème de la législation européenne qui, jusqu'à peu, s'était faite dans l'intérêt des firmes. Les choses ont commencé à évoluer. L'Union a changé ses règles d'évaluation et commence à refuser des dossiers d'OGM. Mais, sur le MON810, le seul autorisé à la culture en Europe, on est effectivement dans cette situation un peu absurde où la majorité des Etats l'ont interdit mais où l'Union continue à dire que, selon son évaluation, c'est possible. Or, si aujourd'hui on réévaluait le MON810 selon les règles actuelles, il ne passerait pas.

Et il est impossible de revenir là-dessus ?

- C'est justement ce qui a été demandé à l'Agence européenne sanitaire des aliments mais, pour l'instant, il n'y a pas la volonté politique de la Commission. C'est une bataille qui ne pourra pas être reprise avant la nomination de la prochaine Commission.

D'ici là, le passe-passe continue ?

- Il faut effectivement une législation nouvelle. Et qu'elle soit étendue à de nouvelles variétés mises en place par les firmes qui préparent des plantes résistantes à des

herbicides non plus par la transgénèse mais par la mutagénèse. Les firmes sélectionnent des gènes de résistance à des herbicides et les développent de manière massive dans leurs semences. Cette nouvelle technologie n'est pas évaluée. Si rien n'est mis en place, on va se retrouver face à un nouveau risque d'OGM sans que ces plantes rentrent dans une législation.

L'Europe évolue sur ces sujets ?

- Au niveau des Etats, oui : dans la majorité des pays, il n'y a pas de culture OGM. On sent que l'Agence sanitaire a aussi beaucoup bougé. Maintenant, il faut que nous soyons capables, avec la Commission, d'aller plus loin. Je ne vous cacherai pas qu'avec monsieur Barroso, qui est en train de vouloir ouvrir en force les accords de libre échange avec les Etats-Unis, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'est pas pour le renforcement des contraintes des firmes. Il joue le jeu de la réouverture des débats, y compris sur les OGM pour que la législation européenne soit encore plus laxiste qu'elle ne l'est aujourd'hui.

"